

Régions françaises : des coopérations à relancer avec les collectivités Malgaches

Malgré des résultats probants sur le terrain, dans les domaines de l'eau, de l'agriculture... La coopération entre collectivités françaises et malgaches s'est essoufflée.

Par **Frank Niedercorn**

Publié le 27 mars 2018 à 1:01

Les villes, régions ou départements français vont-ils continuer à mettre la main à la poche pour aider Madagascar ? « *Ce mode de coopération décentralisée présente l'avantage de travailler à l'échelle du terrain, ce que les grands programmes internationaux ont du mal à faire. Cela permet de créer de la richesse réinvestie localement et de responsabiliser les collectivités partenaires dans un contexte où l'Etat malgache se comporte souvent en prédateur* », note David Hacquin, enseignant au Centre international d'études pour le développement local de l'Université catholique de Lyon.

Et pourtant ce mode de coopération s'essouffle. Le montant total des sommes investies, 7 millions d'euros par an jusqu'en 2014, est retombé à 4,2 millions. Le coup d'Etat de 2009 a fait fuir les investisseurs internationaux et découragé une partie des collectivités. La décentralisation n'avance guère avec des chefs de région nommés par le gouvernement. Côté français, l'alternance politique a bouleversé la donne. Des collectivités importantes comme Rhône-Alpes-Auvergne, présidée par Laurent Wauquiez, ou les Hauts-de-France de Xavier Bertrand, ont décidé d'arrêter de financer des projets avec Madagascar.

Sur le terrain, les résultats de 245 projets recensés sont pourtant souvent probants, « *notamment pour les services de base* », insiste David Hacquin. Dans un pays où 23 % seulement des habitants ont accès à l'eau courante, plusieurs projets financés par les Agences de l'eau, l'Europe et les régions permettent d'amener l'eau potable près des habitants avec la construction de bornes-fontaines. Avec un impact sanitaire immédiat, comme dans ce quartier rural de la ville de Soavinandriana où six points d'eau ont été

aménagés pour les 450 habitants. « *Dès que nous avons eu accès à une eau de bonne qualité, les problèmes d'infections et de diarrhées ont immédiatement cessé* », assure le responsable du quartier.

Valorisation des produits

Autre axe essentiel, le développement économique. Présent depuis treize ans à Madagascar, le département de l'Ille-et-Vilaine mène par exemple un programme pour faire émerger une petite filière laitière. En une dizaine d'années, pour un investissement de 80.000 euros par an, 400 producteurs ont été formés. « *L'intérêt est économique puisque ces agriculteurs ont vu leur salaire multiplié par quatre. Il contribue à lutter contre la malnutrition grâce aux nutriments apportés par le lait* », précise Guillaume Parizet, le coordinateur du programme.

La région Nouvelle-Aquitaine implantée depuis 2007, est désormais l'une des collectivités les plus actives à Madagascar. Son partenariat avec la région Itasy, à l'ouest de Tananarive, s'appuie sur une équipe permanente d'une dizaine de personnes, expatriés et Malgaches, et des ONG spécialisées. Principaux axes, la formation et le développement agricole. Le Centre régional de formation agricole et rurale (CRFPA), dont la rénovation a été financée par la région, a dispensé 6.000 formations aux agriculteurs : diminution drastique des intrants chimiques, plantation d'espèces évitant l'érosion des sols, utilisation du compost, rotation des cultures... Mais aussi gestion et valorisation des produits.

« *Notre métier consiste à aider les agriculteurs à passer de la précarité à l'autonomie en s'appuyant sur l'agroécologie* », résume Yvonnick Huet, le directeur de l'association Agrisud, qui pilote le volet agricole pour la région. Les espoirs reposent sur 350 « maîtres exploitants » bien formés et désormais amenés à diffuser leur savoir-faire. « *Grâce aux résultats obtenus sur leurs parcelles, les maîtres exploitants convainquent les autres agriculteurs et peuvent ensuite les former* », explique Fid Andriamirajo, le responsable local du projet.

En clôture des 2e Assises de la coopération des collectivités malgaches et françaises, début mars à Tananarive, Alain Rousset, le président de la Nouvelle-Aquitaine, a promis de « *reprendre son bâton de pèlerin* » pour aller convaincre ses collègues de l'intérêt de cette coopération : « *Le principal argument c'est celui de l'efficacité. Notre budget annuel*

est d'environ 350.000 euros. Les sommes en jeu sont raisonnables, l'effet levier important et les résultats sont là. »

A Madagascar Frank Niedercorn
